



Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Entrée au capital de la Société d'Accélération de Transfert Technologique (SATT) AxLR - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique active en faveur de l'innovation et de la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants. Avec des parcs d'activités technologiques et scientifiques, des programmes immobiliers High Tech à proximité des centres de recherche et ses pépinières d'entreprises technologiques, la Métropole développe un ensemble cohérent d'infrastructures et de services offrant aux entreprises un accompagnement de qualité à tous les stades depuis la création jusqu'au développement et l'internationalisation.

Un de ses principaux outils, le BIC (Business and Innovation Centre) de Montpellier Méditerranée Métropole, reconnu internationalement, avec ses trois sites d'incubation Cap Alpha, Cap Omega et le MIBI, a notamment accompagné en 30 ans, plus de 670 entreprises innovantes générant aujourd'hui plus de 5 000 emplois sur le territoire métropolitain.

Ces résultats sont le fruit d'une collaboration étroite et fructueuse sur le long terme avec l'ensemble des universités, des établissements et organismes de recherche de la Région et leurs services de valorisation respectifs pour détecter et développer de nouveaux projets d'entreprises innovantes.

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) pour la création de 10 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national. Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé.

Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes, soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

La mission d'une SATT est de :

- sensibiliser les chercheurs académiques au monde économique, et détecter des projets d'inventions dans les laboratoires susceptibles de donner lieu à des applications industrielles,
- financer les travaux de recherche supplémentaires pour rendre applicables les découvertes scientifiques dans le monde économique via le Fonds National de Valorisation,
- accélérer et développer le transfert des brevets et savoir-faire des laboratoires vers les entreprises.

Créée le 1er aout 2012, la SATT dénommée AxLR est composée de 11 actionnaires :

- La Caisse des dépôts et Consignation,
- L'Université de Montpellier,
- L'Université Paul Valéry,
- L'Université de Nîmes (UNîmes),
- L'Université de Perpignan Via Domitia (UPVD),
- Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS),
- L'Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA),
- L'Institut de Recherche pour le Développement (IRD),
- L'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM),
- Le Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques (Montpellier Sup Agro),
- L'Ecole Supérieure de Chimie de Montpellier (ENSCM).

Dotée d'un fonds de 49 M€ sur 10 ans, la SATT AxLR, constitue un outil essentiel pour faire de la recherche régionale un levier de développement économique puissant.

Ce dispositif permet non seulement de contribuer à accroître le nombre de projets de créations d'entreprises innovantes mais encore de renforcer le transfert de technologie dans les entreprises matures, facteur clé de leur compétitivité, de leur croissance et de l'emploi.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région et la Métropole ont souhaité dès 2011, s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au Fond national de valorisation (FNV) pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de Montpellier Méditerranée Métropole sur la période 2013-2016.

Ce Fonds a été renouvelé pour l'année 2017 à hauteur de 1 650 000 € sur les projets de maturation initiés au sein d'AxLR selon les modalités suivantes : 150 000 € de Montpellier Méditerranée Métropole, 750 000 € de la Région Occitanie, 750 000 € du FEDER.

A total, ce sont 18 projets qui ont pu bénéficier d'un soutien de Montpellier Méditerranée Métropole. Parmi ces 18 projets, 10 ont permis la création d'entreprises qui bénéficient ou ont bénéficié d'un accompagnement par le BIC. 7 sont toujours en cours de maturation au sein de la SATT.

Compte tenu des résultats très positifs de cette expérimentation et comme l'autorisent les lois MAPTAM et NOTRe relatives notamment aux compétences des métropoles et des régions, Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie souhaitent entrer au capital de la Société d'Accélération de Transfert Technologique AxLR.

Ainsi l'entrée de Montpellier Méditerranée Métropole s'effectuera à hauteur de 5,035% soit 56 actions pour un montant de 56 000 €. Cette action permettra de sanctuariser, poursuivre et renforcer l'engagement de la Métropole auprès de la SATT AxLR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'entrée de Montpellier Méditerranée Métropole au capital de la SATT AxLR avec une prise de participation de 5,035% pour un montant de 56 000 €,
- approuver les nouveaux statuts de la SATT AxLR,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Max LEVITA, Mme Chantal MARION, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-67010A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.